

GHT de la Haute-Saône

Règlement de la Consultation

Pouvoir adjudicateur :

Groupe Hospitalier de la Haute-Saône – 2, rue Heymes BP 409 – 70014 VESOUL

Objet du marché :

ACCORD-CADRE MULTI-ATTRIBUTAIRE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES PORTANT SUR LES MISSIONS DE COORDINATION SYSTEME DE SECURITE INCENDIE

Procédure n° 25.50 :

Marché de services passé selon une procédure adaptée (MAPA)
Articles R 2123-1, R 2123-4 et R. 2123-5 du Code de la commande publique

Date limite de réception des offres :

Le 18 décembre 2025 à 12h00
REPONSE DEMATERIALISEE OBLIGATOIRE

Les candidats devront adresser leurs demandes de renseignements complémentaires via la plateforme dématérialisée <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Le présent document comprend 15 pages et 01 annexe.

SOMMAIRE

CHAPITRE I – ACHETEUR PUBLIC	3
ARTICLE 1. TYPE D’ACHETEUR PUBLIC	3
ARTICLE 2. NOM ET ADRESSE OFFICIELS DE L’ACHETEUR PUBLIC.....	3
ARTICLE 3. REFERENTS DU DOSSIER	3
CHAPITRE II – PRESENTATION DE LA CONSULTATION	4
ARTICLE 4. OBJET DE LA CONSULTATION.....	4
ARTICLE 5. DESCRIPTION DU MARCHÉ	5
ARTICLE 6. DUREE DU MARCHÉ ET RECONDUCTION.....	7
CHAPITRE III - PROCEDURE	7
ARTICLE 7. TYPE DE PROCEDURE	7
ARTICLE 8. DUREE DE VALIDITE DES OFFRES.....	7
CHAPITRE IV – MODALITES DE PARTICIPATION	8
ARTICLE 9. COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION	8
ARTICLE 10. OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION.....	8
ARTICLE 11. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	8
ARTICLE 12. MODIFICATION DU DOSSIER DE CONSULTATION ENTREPRISE	8
ARTICLE 13. CONDITIONS RELATIVES AUX MARCHES	9
ARTICLE 14. CONTENU DU PLI	9
CHAPITRE V – REMISE DES OFFRES	10
ARTICLE 15. DATE ET HEURE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES.....	10
ARTICLE 16. MODE DE TRANSMISSION DES OFFRES.....	10
ARTICLE 17. REMISE D’UNE OFFRE	10
CHAPITRE VI –JUGEMENT DES OFFRES	12
ARTICLE 18. EXAMEN DE LA CANDIDATURE	12
ARTICLE 19. ANALYSE DES OFFRES	12
ARTICLE 20. NEGOCIATION DES OFFRES	13
ARTICLE 21. ATTRIBUTION	13
ARTICLE 22. SIGNATURE ET NOTIFICATION DU MARCHÉ PUBLIC	14
CHAPITRE VII – AUTRES RENSEIGNEMENTS	14
ARTICLE 23. DEMANDE DE RENSEIGNEMENT	14
ARTICLE 24. COMPETENCE JURIDICTIONNELLE	14

Chapitre I – Acheteur Public

Article 1. Type d'acheteur public

Etablissement public de santé.

Article 2. Nom et adresse officiels de l'acheteur public

Nom du pouvoir adjudicateur : Groupe Hospitalier de la Haute-Saône (GH70)
Représentant du pouvoir adjudicateur : Madame Alexandrine KIENTZY-LALUC
Directrice du Groupe Hospitalier de la Haute-Saône
Adresse : 2, rue Heymès - BP 409 - 70014 VESOUL Cedex
Adresse internet : <http://www.gh70.fr>
Adresse du profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Article 3. Référents du dossier

Référent administratif du dossier : Monsieur Ahmed BENCHIHEB
Cellule Marchés Publics
Adresse : Groupe Hospitalier de la Haute-Saône
Direction des Ressources Economiques, Logistiques et Techniques
2, rue Heymès - BP 409 - 70014 VESOUL Cedex

Référent technique du dossier : Monsieur Mustapha CHAUCHE
Ingénieur Travaux
Adresse : Groupe Hospitalier de la Haute-Saône
Direction des Ressources Economiques, Logistiques et Techniques
2, rue Heymès - BP 409 - 70014 VESOUL Cedex

Référent technique du dossier : Monsieur Luc ROUBEZ
Ingénieur Travaux
Adresse : Groupe Hospitalier de la Haute-Saône
Direction des Ressources Economiques, Logistiques et Techniques
2, rue Heymès - BP 409 - 70014 VESOUL Cedex

Chapitre II – Présentation de la consultation

Le Groupe Hospitalier de la Haute-Saône, établissement support du GHT de la Haute-Saône, ci-après dénommé « Pouvoir Adjudicateur », assure la « fonction achat » pour le compte des établissements suivants :

- Groupe Hospitalier de Haute-Saône (1 CH, 3 hôpitaux de proximité et 13 EHPAD)
- EHPAD Villa Saint Joseph - Site de Scey-sur-Saône (établissement parti) ;
- EHPAD Jean Michel - Site de Saulx (établissement parti) ;
- EHPAD Alfred Dornier - Site Dampierre-Sur-Salon (établissement associé).

Dans le cadre de diverses opérations de travaux, le GHT70 est amené à avoir recours aux compétences d'un contrôle technique, CSPS ou CSSI en fonction des opérations. Le GHT70 a donc décidé de conclure un accord-cadre multi-attributaire pour répondre à ses besoins.

Article 4. Objet de la consultation

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation, pour le compte du **GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE de la HAUTE-SAÔNE GHT70**, les missions de coordination de système de sécurité incendie (CSSI).

Le classement des bâtiments des sites sont listés ci-après. Ces informations sont données à titre indicatif et sont susceptibles d'être modifiées.

Etablissement	Adresse du site
Hôpital de Vesoul	2 rue Heymès – 70000 VESOUL
Hôpital de Lure	37 rue Carnot – 70200 LURE
EHPAD Marie Richard	37 rue Carnot – 70200 LURE
EHPAD Mont Châtel	37 rue Carnot – 70200 LURE
Hôpital de Luxeuil-Les-Bains	12 rue Grammont - 70300 LUXEUIL-LES-BAINS
EHPAD Château Grammont	12 rue Grammont - 70300 LUXEUIL-LES-BAINS
EHPAD La Source	12 rue Grammont - 70300 LUXEUIL-LES-BAINS
EHPAD Saint-Loup-Sur-Semouse	20 avenue Jacques Parisot - 70800 SAINT-LOUP-SUR-SEMOUSE
Hôpital de Gray	5 rue de l'Arsenal - 70100 GRAY
EHPAD de l'Hôtel-Dieu	87 Grande Rue - 70100 GRAY
EHPAD des Capucins	1 Rue du Faubourg des Capucins - 70100 GRAY
EHPAD Le Verger	90 Grande Rue - 70700 GY
EHPAD Saint Hilaire	6 rue des Capucins - 70140 PESMES
EHPAD Les Lavières	Rue des Boicheux - 70600 CHAMPLITTE
EHPAD de Neurey-lès-La Demie	04 Rue de La Demie – 70000 NEUREY-LES-LA DEMIE
EHPAD Villa Saint Joseph <i>Etablissement partie GHT 70</i>	13 rue de la Croix de Pierre – 70 360 SCEY-SUR-SAONE-ET-SAINT-ALBIN
EHPAD Jean Michel <i>Etablissement partie GHT 70</i>	18 Grande Rue – 70240 SAULX
EHPAD Alfred Dornier <i>Etablissement associé GHT 70</i>	11 Rue Alfred Dornier – 70180 Dampierre-sur-Salon

Article 5. Description du marché

5.1. Type de marché

Marché de fournitures : <input type="checkbox"/>	Marché de services : <input type="checkbox"/>	Marché de travaux : <input type="checkbox"/>	Prestations intellectuelles : <input checked="" type="checkbox"/>
--	---	--	---

5.2. Forme du marché

Cette consultation est instruite sous la forme d'une procédure adaptée selon les articles R2123-1 ; R2123-4 ; R2123-5 du Code de la commande publique.

Le marché est un :

- Accord cadre à « bons de commande » Oui Non
- Accord cadre à « marchés subséquents » Oui Non
- Avec **un minimum⁽¹⁾** en valeur ou quantité Oui Non
- Avec **un maximum⁽²⁾** en valeur de **66 000 € HT sa durée totale** Oui Non
- Mono-attributaire
- Multi-attributaires

Sous réserve d'un nombre suffisant de candidats et d'offres, le nombre de Titulaires retenus est de 3.

- Marché à tranches Oui Non
- Marché réservé Oui Non
- Concession Oui Non

5.3. Allotissement

Marché alloti : Oui Non

La consultation ne fait pas l'objet d'une décomposition en lots. Les prestations donneront lieu à un marché unique. Conformément à l'article L. 2113-11 du code de la commande publique, l'acheteur peut décider de ne pas allotir un marché lorsque la dévolution en lots séparés est de nature à rendre techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

En l'espèce, les besoins de l'acheteur peuvent être satisfaits de manière plus pertinente d'un point de vue technique dans le cadre d'un lot unique. [VT1]

5.4. Classification CPV (vocabulaire commun des marchés)

Code CPV	Description
71317100-4	Services de conseil en protection et contrôle en matière d'incendie et d'explosion

5.5. Variantes et Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE)

- Variantes obligatoires Oui Non
- Variantes facultatives Oui Non
- Prestations Supplémentaires Eventuelles obligatoires Oui Non
- Prestations Supplémentaires Eventuelles facultatives Oui Non

5.6. Etendue du marché

Le montant pour l'ensemble des prestations à réaliser est estimé à **16 500,00 € HT/an**.

L'estimation est donnée à titre indicatif et n'engage pas le GH70. Elle permet au candidat d'apprécier le volume d'achat de la consultation pour une année.

5.7. Groupement d'entreprise

Les groupements entre plusieurs candidats sont autorisés :

- Soit un groupement solidaire
- Soit un groupement conjoint.

Le marché sera alors signé avec le mandataire du groupement habilité par les autres membres du groupement.

Chaque membre doit fournir les documents administratifs exigés au présent règlement, sous peine d'élimination du groupement.

Possibilité de présenter pour le marché ou un de ses lots, plusieurs offres en agissant à la fois :

En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements

Oui Non

En qualité de membres de plusieurs groupements.

Oui Non

Afin d'assurer la bonne exécution du marché, le Groupe Hospitalier de la Haute-Saône se réserve le droit de transformer un groupement conjoint en groupement solidaire à la signature du marché.

Conformément aux articles R. 2142-25 et R. 2342-12 du CCP l'appréciation des capacités d'un groupement d'opérateurs économiques est globale, il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des capacités requises pour exécuter le marché.

Le prestataire, qu'il soit unique ou en groupement, devra réunir les compétences pluridisciplinaires en lien avec l'objet du marché.

5.8. Sous-traitance

Le candidat peut, sous sa responsabilité, sous-traiter une partie des prestations en application de l'article L 2193-3 du CCP.

Le candidat peut présenter son ou ses sous-traitants à la personne publique, soit à la remise de son offre, soit en cours d'exécution du marché.

Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre ou de la proposition, le candidat fournit au Groupe Hospitalier de la Haute-Saône une déclaration mentionnant :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;

- le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

La notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Article 6. Durée du marché

L'article L211-5 du Code de la commande publique définit le régime de la durée des marchés publics.

6.1. La durée de l'accord-cadre :

L'accord-cadre prend effet à compter de **sa date de notification et reste valable jusqu'au 21 août 2029.**

6.2. La durée des marchés subséquents :

La durée des marchés subséquents sera précisée dans chacune des demandes d'offres de prix et sera déterminée en fonction des prestations objet de ces marchés subséquents.

Chapitre III - Procédure

Article 7. Type de procédure

La consultation donnera lieu à un accord-cadre, au sens de l'article L2125-1-1° du Code de la Commande Publique.

Le présent accord-cadre présentera les caractéristiques suivantes :

- il sera multi-attributaires. Le nombre maximum de candidat pouvant être retenu sera de trois (03) ;
- il sera conclu avec seulement un maximum en valeur, conformément à l'article R2162-4 2° du Code de la Commande Publique ;
- il donnera lieu à la conclusion de marchés subséquents dans les conditions fixées à l'article R2162-2 du Code de la Commande Publique.

Les prestations sont susceptibles de varier dans les limites suivantes : 66 000,00 € HT maximum, sur toute la durée de l'accord-cadre.

Article 8. Durée de validité des offres

120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Chapitre IV – Modalités de participation

Article 9. Composition du dossier de consultation

Le dossier de consultation est constitué des éléments suivants :

- **Le présent Règlement de la consultation et son annexe.**
- **L'Acte d'Engagement (ATTRI1) et son annexe financière.**
- **Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) n°25/18.**
- **Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) n°25/18 et ses annexes.**
- **La fiche contact à compléter par les candidats (1 onglet par lot).**
- **Les formulaires DC1 et DC2.**

Article 10. Obtention du dossier de consultation

Conformément à l'article R2132-2 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur met à disposition le dossier de consultation par voie électronique. Les modalités d'obtention sont expliquées dans l'annexe jointe au dossier.

En cas de retrait anonyme, ou de dossier obtenu via une agence de veille, les candidats sont invités à s'authentifier sur notre plateforme et à indiquer une adresse mail permettant de façon certaine une correspondance électronique pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications de ce dossier.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation en raison d'une erreur qu'il aurait fait dans la saisie de son adresse électronique, ou en cas de suppression de la dite adresse électronique.

En cas de difficulté, le support technique de la plateforme est accessible via un formulaire en ligne, un guide utilisateur est également disponible.

Article 11. Protection des données à caractère personnel

Les modalités de protection des données à caractère personnel sont expliquées dans l'annexe au présent document.

Article 12. Modification du Dossier de Consultation Entreprise

Le GH70 se réserve le droit d'apporter au plus tard **6 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de la consultation.**

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Le GHT de la Haute-Saône souhaite attirer l'attention des candidats sur le fait que l'identification permet à ces derniers d'être tenus informés automatiquement des modifications et des précisions éventuellement apportées au dossier de consultation. À défaut d'identification, il appartiendra aux candidats de prendre connaissance par leurs propres moyens des informations, modifications et/ou précisions complémentaires (et de prise en compte de celles-ci dans les dossiers de candidature et/ou d'offre).

Article 13. Conditions relatives aux marchés

13.1. Langue devant seule être utilisée dans l'offre et la candidature

Seul le français devra être utilisé dans les documents de la candidature et de l'offre.

13.2. Monnaie du marché

La monnaie de compte du marché est l'EURO.

13.3. Conditions propres aux marchés

Les prestations sont-elles réservées à une profession particulière ? Oui Non

Les candidats seront-ils tenus d'indiquer les noms et les qualifications professionnelles des membres du personnel chargé de l'exécution du marché ? Oui Non

Article 14. Contenu du pli

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

Conformément aux articles R2142-1 et -2 et -5 à -14 ; R2142-3 et -4 ; R2143-3 et -16 ; R2143-4 et -16 ; R2143-11 et -12 et -16 ; R2143-5 et -6 à -10 et -15 du Code de la commande publique, chaque candidat aura à produire **un dossier complet comprenant les pièces suivantes :**

	Pièces du dossier
1	<p>Une lettre de candidature et, le cas échéant, la désignation du mandataire par ses cotraitants (imprimé DC1) dûment complétée ainsi que les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat.</p> <p>Dans le cas d'un groupement, les entreprises remplissent un DC1 unique (fourni dans le DCE) mais chaque membre du groupement le signe.</p> <p>Les candidats ont la possibilité de répondre via le DUME (Document Unique de Marché Européen)</p> <p>Les documents relatifs aux pouvoirs des personnes habilitées pour engager le candidat La copie du (des) jugement(s) prononcé(s) si le candidat est en redressement judiciaire</p>
2	<p>Une déclaration du candidat (imprimé DC2) dûment complétée et accompagnée, des renseignements ou documents permettant d'évaluer :</p> <p>a) les capacités économiques et financières b) les capacités techniques c) les capacités professionnelles</p> <p>Dans le cas d'un groupement d'entreprises, ces documents devront être fournis par chaque membre du groupement.</p>

	Pièces du dossier
3	<p>Un projet de marché comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'acte d'engagement (imprimé ATTR11) conforme au modèle mis à disposition par l'établissement, complété. En signant ce document le candidat atteste avoir pris connaissance des documents de la consultation et les accepter sans réserve, sauf précisions nécessaires à la bonne exécution de la prestation. - L'« Annexe AE – Annexe financière » fixant le taux de rémunération pour chaque mission (conception, réalisation, réception) par rapport au montant des travaux. - Un Mémoire technique (maximum 10 pages) précisant notamment : <ul style="list-style-type: none"> - le calendrier prévisionnel détaillé du déroulement d'une prestation type, - Les moyens humains et matériels en lien avec l'objet de la consultation, - La fiche contact dûment complétée - Les CCAP et CCTP sont à accepter sans aucune modification.
4	<p>Le soumissionnaire joint à son offre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les CV, habilitations, qualifications et les références du candidat, - L'attestation d'assurance de responsabilité civile et professionnelle en cours de validité.

Chapitre V – Remise des offres

Article 15. Date et heure limite de réception des offres

La date limite de réception des offres est le :

18 décembre 2025 à 12 heures, délai de rigueur

Les offres ne peuvent plus être modifiées à partir de la date limite de réception des offres. Les offres réceptionnées après l'expiration du délai seront déclarées irrégulières et ne seront pas analysées. Un courrier d'information sera envoyé au(x) candidat(s) concerné(s).

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par voie électronique, par le pouvoir adjudicateur dans le délai fixé pour la remise des offres (R.2151-6 à R.2151-7 du code de la commande publique).

Article 16. Mode de transmission des offres

Les offres seront transmises par **VOIE DÉMATÉRIALISÉE** comme expliqué dans l'annexe relative à la dématérialisation jointe au présent règlement de la consultation, sur le profil acheteur <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Les dossiers comprennent les documents relatifs à la candidature et à l'offre, indiqués dans le tableau de l'article 14 du présent règlement de consultation.

Article 17. Remise d'une offre

17.1. Remise d'une copie de sauvegarde

L'envoi d'une copie de sauvegarde est autorisé, voire même fortement conseillé.

Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible : **« Confidentiel – Accord-cadre des prestations intellectuelles portant sur les missions de coordination système de sécurité incendie -Ne pas ouvrir »** et l'identification du soumissionnaire et envoyée à l'adresse suivante :

Groupe Hospitalier de Haute-Saône
Direction des Ressources Economiques, Logistiques et Techniques – cellule des marchés publics
2 rue René Heymes
70014 VESOUL

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les deux cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté par le Groupe Hospitalier de la Haute-Saône dans les candidatures et les offres transmises par voie électronique ;
- Lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique, mais n'est pas parvenue au Groupe Hospitalier de la Haute-Saône dans les délais de dépôt des candidatures et des offres ou bien n'a pas pu être ouverte par le Groupe Hospitalier de la Haute-Saône, sous réserve que la copie lui soit parvenue dans les délais de dépôt des candidatures et des offres.

Si le pli contenant la copie de sauvegarde n'est pas ouvert, il est détruit par le Groupe Hospitalier de la Haute-Saône.

17.2. Documents disponibles via un espace de stockage numérique

Conformément à l'article R2143-13 du Code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

17.3. Dispositif « Dites-le nous une fois »

Le GH70 s'engage dans une volonté de simplifier la communication des documents administratifs par les entreprises.

Pour cela, et conformément à l'article R2143-14 du Code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements déjà transmis au Groupe Hospitalier de la Haute-Saône dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Il est, dans ce cadre, demandé aux candidats d'indiquer au GH70, les références précises de la consultation au cours de laquelle ces renseignements et documents ont été fournis, ainsi que le service du GH70 auquel ont été transmis ces éléments. La consultation au cours de laquelle les documents en question auront été remis devra avoir une antériorité d'une année maximum.

Les renseignements et documents auxquels renvoient les candidats devront avoir été fournis dans le cadre de candidature à des marchés relatifs à des prestations de même nature et pour lesquels des niveaux de capacités identiques étaient demandés, sous peine de voir leur candidature déclarée irrecevable.

17.4. Précisions ou corrections

Le pouvoir adjudicateur pourra demander des clarifications, précisions ou compléments concernant les candidatures et les offres déposées. Cependant, ces précisions, clarifications ou compléments ne peuvent avoir pour effet de modifier des éléments fondamentaux de l'offre ou des caractéristiques essentielles du marché.

Conformément aux articles R2152-1 et -2 du Code de la commande publique, l'acheteur vérifie que les offres qui n'ont pas été éliminées en application de l'article R2143-2 sont régulières, acceptables et appropriées. Les offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables seront éliminées. Toutefois, l'acheteur se réserve la possibilité d'autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition que cette régularisation n'entraîne pas de modification substantielle des offres initiales.

Chapitre VI – Jugement des offres

Article 18. Examen de la candidature

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites indiquées dans l'avis d'appel public à la concurrence et dans le présent règlement de la consultation.

Si le Groupe Hospitalier de la Haute-Saône constate que des pièces, dont la production était réclamée, sont absentes ou incomplètes, il peut demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature conformément aux articles R.2144-1 à R.2144-7 du code de la commande publique.

En application de l'article R. 2144-1 et suivants du CCP, la vérification des conditions de participation sera effectuée à tout moment de la procédure et au plus tard avant l'attribution du marché.

Lors de cette vérification, des candidatures peuvent être déclarées irrecevables et être éliminées :

- Si le dossier de candidature est incomplet et si l'acheteur ne met pas en œuvre la faculté d'en demander la régularisation,
- Si le candidat fournit des informations démontrant qu'il n'atteint pas les niveaux minimaux fixés.

Les candidats non retenus en sont informés conformément aux articles R.2181-1 à 2181-4 du code nommé ci-dessus.

Article 19. Analyse des offres

Les offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables sont éliminées. Toutefois, le GH70 pourra autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

Le GH70 se réserve le droit de déclarer tout ou partie de la consultation sans suite. Dans ce cas, le candidat ne pourra engager de recours indemnitaire.

L'analyse des offres sera effectuée dans les conditions prévues aux articles R. 2152-1 et suivants et R. 2152-6 du Code de la commande publique.

Les offres des opérateurs économiques sont analysées au regard des documents relatifs à l'offre et par application des critères de jugement mentionnés ci-dessous.

L'offre économiquement la plus avantageuse est appréciée en fonction des critères énoncés ci-après avec leur pondération.

Détail des critères	Pondération
<p>Critère prix : Il sera jugé à partir de l'annexe financière.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ La note de 5 points sera attribuée à l'offre proposant le meilleur taux. Ce taux sera calculé sur la moyenne des totaux proposés. 	40%
<p>Critère technique : Il sera jugé à partir du mémoire technique.</p> <p>Chacun de ces éléments sera pondéré suivant l'importance définie:</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Méthodologie appliquée au dossier : Organisation de l'accompagnement du GH70 : en présentielle, à distance, coordination avec les commissions de sécurité, etc..... (10 %) ✓ Le personnel nommé dédié à ce dossier, son titre d'étude et son expérience (10 %) ✓ Les moyens matériels (10 %) ✓ Expériences similaires et références hospitalières et EHPAD (10%) 	50%
<p>Critère environnemental :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ démarche écologique, empreinte carbone lié aux prestations sur sites pour l'accompagnement du GH70. 	10%

Les notes seront arrondies à deux décimales.

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 5.

La pondération de chaque critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

L'attribution de la note prix sera réalisée au regard de la formule suivante :

$$\frac{\text{Prix global du lot le plus bas acceptable}}{\text{Prix global du lot du fournisseur à juger}} * \text{Pondération} = \text{Note prix}$$

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Article 20. Négociation des offres

Le Groupe Hospitalier de la Haute-Saône se réserve la possibilité de négocier avec jusqu'à 5 candidats les mieux classés. Les offres irrégulières et inacceptables peuvent devenir régulières et acceptables à l'issue de la négociation. La négociation pourra porter sur l'ensemble de l'offre technique et financière des candidats.

Article 21. Attribution

Le représentant du Groupe Hospitalier de la Haute-Saône choisira l'offre qu'il jugera économiquement la plus avantageuse en application des critères d'attribution précédemment

indiqués. Les offres recevables seront alors classées par ordre décroissant en fonction des notes obtenues.

Le candidat dont l'offre n'a pas été retenue sera informé par courriel via la plateforme PLACE.

Le candidat attributaire sera informé par réception des documents contractuels signés par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Le marché ne pourra être attribué au candidat retenu que sous réserve que celui-ci produise dans un délai de 5 jours à compter de la réception du Notif l'informant qu'il est retenu, les documents sollicités

Ces documents pourront néanmoins être déjà produits au stade du dépôt de la candidature.

En outre, le titulaire devra produire sous peine de résiliation de l'accord-cadre à ses torts, les pièces prévues aux articles D. 8222-5, D.8222-8 du Code du Travail tous les six mois et ce jusqu'à la fin d'exécution du marché.

Si le candidat ne peut produire ces certificats dans le délai ci-dessus, son offre est rejetée. La même demande sera présentée au candidat suivant dans le classement des offres (articles R2143-6 à -12 du Code de la commande publique).

Il est rappelé aux candidats que les fraudes et tentatives de fraude sont passibles de sanctions pénales dans les conditions prévues aux articles 313-1, 313-3, 433-19 et 441-7 du code pénal et peuvent conduire au retrait de l'offre.

Article 22. Signature et notification du marché public

Un délai minimal de 7 jours est respecté entre la date d'envoi de la notification prévue aux articles R.2181-1 et R.2181-3 du code de la commande publique et la date de signature du marché public par l'acheteur.

Chapitre VII – Autres renseignements

Article 23. Demande de renseignement

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront formuler leur(s) demande(s) au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Ces demandes seront à déposer sur le profil acheteur mentionné à l'article 2 du présent document. Une réponse sera alors publiée sur ce même support.

Article 24. Compétence juridictionnelle

L'instance chargée des procédures de recours ainsi que le service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est :

Tribunal Administratif de Besançon,
30 Rue Charles Nodier,
25000 BESANCON
Tel 03.81.82.60.00
Fax : 03.81.82.60.01
Mail: greffe.ta-besancon@juradm.fr

L'Organe chargé des procédures de médiation est :

Le Comité consultatif interrégional du règlement amiable des litiges
Préfecture de Meurthe-Et-Moselle

1, rue du Préfet Claude Erignac,
54038 Nancy Cedex
Tel : 03-83-34-25-23
Fax : 03-83-34-22-24

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours :

- référé précontractuel : depuis le début la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat (article L551-1 et suivants du code de justice administrative) ;

- référés contractuels : après la signature du contrat dans un délai de 31 jours à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées ou dans un délai de 6 mois, à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat, si aucun avis d'attribution n'a été publié ou si aucune notification de la conclusion du contrat n'a été effectuée (article L551-13 et suivants du code de justice administrative) ;

- recours en contestation de validité exercé par tout tiers ou concurrent évincé, introduit dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, notamment la publication d'un avis d'attribution.

Le cas échéant, ce recours pourra être assorti d'un référé-suspension (article L521-1 du code de justice administrative).

